

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTIÈME SESSION



*Documents officiels*

SIXIÈME COMMISSION  
12e séance  
tenue le  
jeudi 12 octobre 1995  
à 15 heures  
New York

---

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 12e SÉANCE

Président : M. LEHMAN (Danemark)

SOMMAIRE

POINT 141 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL  
SUR LES TRAVAUX DE SA QUARANTE-SEPTIÈME SESSION

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE  
A/C.6/50/SR.12  
13 novembre 1995

ORIGINAL : FRANÇAIS

95-81570 (F)

\*9581570\*

/...

La séance est ouverte à 15 heures.

POINT 141 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL SUR LES TRAVAUX DE SA QUARANTE-SEPTIÈME SESSION (A/50/10 et A/50/402)

1. Le PRÉSIDENT invite le Président de la Commission du droit international (CDI) à présenter le rapport de la Commission.

2. M. RAO (Président de la Commission du droit international) rend hommage à deux éminents publicistes récemment décédés, M. Roberto Ago et Mme Suzanne Bastid. Le premier, ancien membre de la Cour internationale de Justice, a apporté une contribution remarquable à l'étude de la responsabilité des États lorsqu'il était Rapporteur spécial de la Commission du droit international pour ce sujet. La seconde, une éminente juriste française, alliait les plus hautes qualités humaines à une remarquable intelligence du droit international.

3. Présentant le rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quarante-septième session (A/50/10), le Président de la CDI indique que la CDI est actuellement saisie de cinq sujets. Le sujet intitulé "Projet de Code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité" est maintenant bien avancé et la CDI compte en terminer la deuxième lecture pour la fin de sa session suivante. De même, après plusieurs années de travail exhaustif, l'examen du sujet de la responsabilité des États devrait être achevé en première lecture pour la fin de la session suivante. S'agissant du Code des crimes, la Commission a, à sa dernière session, examiné une liste de crimes à inclure dans le Code. Elle a décidé de travailler à titre prioritaire à l'élaboration des dispositions relatives à quatre crimes, à savoir l'agression, le génocide, les violations systématiques ou massives des droits de l'homme et les crimes de guerre d'une gravité exceptionnelle. Elle a aussi décidé que lorsqu'il élaborerait les articles correspondants, le Comité de rédaction devrait avoir à l'esprit tout ou partie des éléments contenus dans les projets d'article adoptés en première lecture en ce qui concerne l'intervention, la domination coloniale et les autres formes de domination étrangère, l'apartheid, les crimes relatifs aux mercenaires et le terrorisme. La CDI doit aussi prendre des décisions sur certains autres crimes à sa session suivante. Par ailleurs, toujours en ce qui concerne le projet de Code des crimes, le Comité de rédaction a mis la dernière main à un certain nombre d'articles qui seront présentés l'année suivante avec les articles qui doivent être adoptés en plénière.

4. Pour ce qui est de la responsabilité des États, la CDI a examiné les conséquences juridiques des faits internationalement illicites qualifiés de crimes. En outre, elle a fini d'élaborer deux articles (13 et 14) concernant les contre-mesures et les commentaires y relatifs, intitulés respectivement "Proportionnalité" et "Contre-mesures interdites". Elle a aussi adopté, dans le cadre de la troisième partie du projet et de l'annexe à celle-ci, des projets d'article avec commentaires sur le règlement des différends.

5. S'agissant des conséquences des crimes, la CDI a examiné la proposition tendant à ce que le droit de la communauté internationale et des États immédiatement affectés de réagir à un crime soit subordonné à une constatation préalable du fait illicite, en premier lieu par l'Organisation des Nations Unies qui se prononcerait sur l'existence du crime et l'imputerait à un État et en

/...

second lieu par la Cour internationale de Justice, qui statuerait en dernier ressort. Les vues exprimées à cet égard montrent qu'il n'y a pas encore de consensus.

6. S'agissant de la responsabilité internationale, le Président de la CDI rappelle que cette dernière a jusqu'ici élaboré sept articles avec les commentaires y relatifs sur la notion de prévention. À sa dernière session, elle a encore progressé et élaboré quatre autres articles, à savoir l'article A, sur le droit de l'État de poursuivre une activité à l'intérieur de son territoire et les limitations à ce droit, l'article B, concernant l'obligation de prévention et la notion de diligence, l'article C, concernant la responsabilité et la réparation, et l'article D, relatif à la coopération et à l'assistance des organisations internationales compétentes. En outre, la CDI a aussi examiné des propositions concernant la définition du dommage à l'environnement. C'est ainsi qu'elle a examiné à titre préliminaire une proposition visant à définir ce dommage de manière restrictive aux fins de la responsabilité. La CDI espère que les progrès qu'elle a ainsi réalisés lui permettront d'achever la première lecture des divers projets d'article concernant la prévention.

7. La CDI a aussi effectué un travail préliminaire sur le sujet intitulé "Le droit et la pratique concernant les réserves aux traités" et le sujet intitulé "Succession d'États et nationalité des personnes physiques et morales", ce qui lui a permis de recenser les questions qu'elle aurait à examiner et de préciser l'orientation de ses travaux futurs sur ces sujets. La Commission a en outre recommandé à l'Assemblée générale de l'autoriser à étudier le sujet "Protection diplomatique" et à élaborer une étude de faisabilité, en tant que première étape, sur un autre sujet, à savoir "Droits et obligations des États en matière de protection de l'environnement".

8. S'agissant du rapport à l'examen (A/50/10), le Président de la CDI indique que compte tenu de la manière dont la Commission a l'intention de l'examiner, il présentera d'abord les chapitres II, relatif au Code des crimes, IV, relatif à la responsabilité des États et V, relatif à la responsabilité pour les conséquences préjudiciables d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international. Dans un deuxième temps, il présentera les chapitres III, relatif à la succession d'État, VI, relatif aux réserves aux traités et VII, relatif aux autres décisions et recommandations de la Commission.

9. S'agissant du chapitre II, concernant le Code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, M. Rao souligne que l'élaboration d'un projet de code gagne en importance à la lumière des crimes graves qui sont commis dans diverses régions du monde. Le Code doit être suffisamment précis pour satisfaire au principe nullum crimen, nulla poena sine lege. En outre, son élaboration présente d'immenses difficultés politiques et juridiques. À sa dernière session, le Rapporteur spécial sur le sujet a présenté son treizième rapport dans lequel il recommandait que seuls six des 12 crimes recensés en première lecture pour inclusion dans le Code, à savoir l'agression (art. 15), le génocide (art. 19), les violations systématiques ou massives des droits de l'homme (art. 21), les crimes de guerre d'une exceptionnelle gravité (art. 22), le terrorisme international (art. 24) et le trafic illicite de stupéfiants (art. 25), soient réprimés dans le Code. Les six autres crimes, que le

/...

Rapporteur spécial proposait de ne pas retenir, compte tenu des critiques et des réserves qu'ils avaient suscitées de la part de divers gouvernements, étaient l'agression (art. 16), l'intervention (art. 17), la domination coloniale et les autres formes de domination étrangère (art. 18), l'apartheid (art. 20) le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires (art. 23) et les dommages délibérés et graves à l'environnement (art. 26). Le Rapporteur spécial avait d'ailleurs, dans son précédent rapport, indiqué son intention de limiter la liste des crimes à ceux dont l'inclusion dans le Code recueillerait un large appui.

10. Certains membres de la CDI se sont félicités que la liste des crimes ait été raccourcie, et qu'elle se limitât désormais aux comportements impliquant une menace grave et immédiate contre la paix et la sécurité de l'humanité. Il était souhaitable de se limiter aux crimes dont la répression était bien établie en droit international. Il n'était pas selon eux nécessaire d'inclure dans le projet de Code les crimes dont l'importance n'était qu'historique. Pour d'autres membres, par contre, il ne fallait pas réduire la liste des crimes, car un code exhaustif contribuerait davantage à renforcer le droit international et la paix et la sécurité internationales. Ils ont relevé que certains des crimes qui avaient été exclus étaient définis dans des instruments internationaux et remplissaient toutes les conditions requises pour être réprimés par le Code. Ils ont aussi fait observer qu'une approche restrictive n'améliorerait pas nécessairement l'acceptabilité du Code, ni les chances de consensus en ce qui le concerne

11. S'agissant de l'agression, le débat a fait apparaître une large convergence de vues aussi bien sur le fait que l'agression était le crime contre la paix et la sécurité de l'humanité par excellence, qu'en ce qui concerne les difficultés que soulevait l'élaboration d'une définition suffisamment précise de l'agression aux fins de la responsabilité pénale individuelle. À cet égard, des membres ont estimé que la définition adoptée en première lecture, tirée de la résolution 33/14 (XXIX) de l'Assemblée générale, devait être adaptée aux finalités du Code. Le Président de la CDI croit comprendre à ce propos que le Comité ad hoc pour la création d'une cour criminelle internationale qui vient de se réunir à New York et dont la Sixième Commission doit bientôt examiner le rapport s'est également penché sur le problème.

12. Si la proposition tendant à supprimer la menace d'agression de la liste des crimes réprimés par le Code a recueilli un large appui, des opinions divergentes se sont manifestées sur l'opportunité de supprimer le crime d'intervention de cette liste. Certains membres, s'ils reconnaissaient l'importance de la non-intervention en tant que principe fondamental du droit international contemporain, estimaient que la notion était par trop nébuleuse et n'avait pas la rigueur requise par le droit pénal. D'autres membres ont défendu son maintien dans le Code, soulignant que l'intervention avait causé et continuait de causer des souffrances à des millions de déshérités et remplissait pleinement les conditions requises pour être incluse dans un code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité.

13. Les opinions étaient de même divergentes sur la suppression du crime de domination coloniale et autres formes de domination étrangère. Pour certains membres, ce crime avait perdu de son actualité et était difficile à définir,

/...

alors que pour d'autres il s'agissait de phénomènes d'une importance historique majeure qui concernaient les droits des peuples et devaient donc être réprimés dans le Code.

14. Si les membres de la CDI ont été pratiquement unanimes à considérer que le génocide devait être inclus dans la liste des crimes réprimés par le Code, il n'en était pas de même de l'apartheid. Ceux qui estimaient que ce crime ne devait pas être inclus dans le Code ont souligné que la pratique en question avait été abolie en Afrique du Sud, et que rien n'attestait qu'elle existât ailleurs. À l'opposé, on a noté qu'il était dangereux de négliger les leçons de l'histoire, de minimiser la gravité des conséquences de l'apartheid et de faire fi des nombreuses décisions des organes compétents des Nations Unies. On a souligné que le critère régissant l'inclusion d'un crime dans le Code devait être sa gravité et non la probabilité de sa commission.

15. Les violations systématiques ou massives des droits de l'homme – ou, pour employer l'expression proposée par le Rapporteur spécial, les "crimes contre l'humanité" – devaient pour la plupart des membres de la CDI être réprimés dans le Code. La question fondamentale était toutefois de déterminer le point où les violations des droits de l'homme, qui étaient essentiellement une affaire intérieure relevant des tribunaux nationaux, acquéraient une dimension internationale qui les faisait relever de la juridiction internationale. La condition prévue à l'article adopté en première lecture selon laquelle les violations devaient être massives pour constituer un crime au regard du Code a suscité des opinions divergentes au sein de la CDI, tout comme la proposition du Rapporteur spécial de considérer comme relevant du Code, outre les individus qui agissaient en qualité d'agents de représentants d'un État, ceux qui agissaient à titre personnel.

16. S'agissant des crimes de guerre d'une exceptionnelle gravité, les membres de la CDI ont été pratiquement unanimes à considérer qu'ils devaient être réprimés par le Code, mais les implications au regard du droit humanitaire positif de la distinction entre crimes de guerre et crimes de guerre d'une exceptionnelle gravité ont continué d'être débattues.

17. La CDI était de même divisée en ce qui concerne la recommandation d'exclure de la liste des crimes le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires. Pour certains membres, le nombre limité d'États ayant accepté la convention existant en la matière et la possibilité de poursuivre les actes en question en tant qu'actes de terrorisme international ou, dans la mesure où des agents d'État y avaient participé, en tant que crimes liés à l'agression, justifiaient leur exclusion de la liste des crimes. D'autres membres étaient d'avis contraire, estimant que ce crime constituait une menace à la souveraineté et à l'intégrité territoriale des États petits et faibles.

18. S'agissant du terrorisme international, il devait pour un groupe de membres être supprimé de la liste des crimes, au motif que la notion ne pouvait être définie avec la précision requise par le droit pénal et que de toute manière, le problème était déjà traité dans une multiplicité d'instruments internationaux concernant certains aspects particuliers du terrorisme. On s'est aussi demandé si et sur la base de quels critères l'on devait distinguer entre les actes de

terrorisme les plus graves, qui relèveraient du Code, et les autres actes de terrorisme, qui n'en relèveraient pas. Une autre question était de savoir si les actes de terrorisme ne devaient relever du Code que lorsqu'ils étaient commis par un agent ou un représentant de l'État, étant donné que le Code, au stade actuel, prévoyait la responsabilité pénale des seuls individus.

19. Le trafic illicite de stupéfiants a aussi suscité des divergences d'opinion. Pour certains membres, il s'agissait d'une menace à la survie de l'humanité, et le "narcoterrorisme" avait un effet déstabilisateur sur les petits États et présentait un danger du fait de ses liens avec le terrorisme et la subversion. Pour d'autres membres, le trafic illicite de stupéfiants était efficacement réprimé par les instruments en vigueur et la coopération internationale donnait les moyens d'éliminer ce fléau puisque, dans la plupart des cas, les trafiquants pouvaient être effectivement poursuivis devant les tribunaux nationaux.

20. L'incrimination des dommages délibérés et graves à l'environnement a également posé problème à la CDI. Certains membres y étaient opposés, soulignant que le Code ne visait pas à réprimer tous les crimes commis par des individus en droit international mais seulement ceux susceptibles de menacer la paix et la sécurité de l'humanité. Ils ont souligné que l'exclusion d'un comportement particulier de la liste des crimes réprimés par le Code ne signifiait pas que ce comportement n'était pas considéré comme un crime punissable en droit. Pour d'autres membres, certains types d'atteinte à l'environnement tels que le fait de procéder à des explosions nucléaires ou de polluer des rivières entières devaient engager la responsabilité pénale individuelle de leurs auteurs, notamment parce que le sort des générations futures était en jeu.

21. À l'issue du débat, la CDI a décidé de renvoyer au Comité de rédaction quatre des projets d'article adoptés en première lecture, à savoir les projets d'articles 15 (Agression), 19 (Génocide), 21 (Violations massives ou systématiques des droits de l'homme) et 22 (Crimes de guerre d'une exceptionnelle gravité), pour qu'il les examine en priorité en deuxième lecture, à la lumière des propositions contenues dans le treizième rapport du Rapporteur spécial et des observations et propositions faites au cours du débat en séance plénière, étant entendu que lorsqu'elle les examinerait, la CDI aurait à l'esprit et prendrait en compte si elle le jugeait bon l'ensemble ou une partie des éléments de cinq autres projets d'article adoptés en première lecture, à savoir les projets d'articles 17 (Intervention), 18 (Domination coloniale et autres formes de domination étrangère), 20 (Apartheid), 23 (Recrutement, utilisation, financement et instruction de mercenaires) et 24 (Terrorisme international). La CDI a en outre décidé d'attendre sa session suivante pour prendre une décision définitive en ce qui concerne le trafic illicite de stupéfiants et les dommages délibérés et graves à l'environnement.

22. Le Comité de rédaction a réalisé des progrès substantiels sur un certain nombre d'articles de la première partie du projet de Code, à savoir les articles premier, 5, 5 bis, 6, 6 bis, 8, 9, 10, 11, 12 et 13. En ce qui concerne la deuxième partie, il a adopté des textes sur l'agression et le génocide. Notant que les résultats des travaux du Comité de rédaction avaient un caractère provisoire étant donné que certains des articles demanderaient peut-être à être

revus, la CDI a décidé de reporter l'adoption des textes proposés par le Comité de rédaction et de se borner à ce stade à prendre note du rapport du Président de ce dernier.

23. En ce qui concerne le chapitre IV du rapport, relatif à la responsabilité des États, la CDI a examiné trois aspects du sujet. En premier lieu, elle s'est penchée sur la question des conséquences juridiques des faits internationalement illicites qualifiés de crimes à l'article 19 de la première partie du projet d'articles, adopté en première lecture. C'est de cette question que traitait le septième rapport du Rapporteur spécial; il examinait d'une part les conséquences spéciales ou supplémentaires à attacher aux "crimes" et, d'autre part, le mécanisme permettant de mettre ces conséquences en oeuvre. En présentant ce rapport, le Rapporteur spécial a indiqué que ces aspects requéraient l'un comme l'autre un travail de développement progressif assez poussé.

24. S'agissant des conséquences substantielles des crimes, le Rapporteur spécial a conclu que les obligations énoncées aux articles 6 (Cessation), 6 bis (Réparation) et 8 (Indemnisation) incombaient à l'auteur d'un crime dans les mêmes conditions qu'à l'auteur d'un délit, la seule différence étant que dans le cas des crimes tous les États étaient des États lésés alors que dans celui des délits il n'en était ainsi que si l'obligation violée était une obligation erga omnes. S'agissant par contre de la restitution en nature et de la satisfaction, le Rapporteur spécial estimait que les obligations de l'État auteur devaient être plus lourdes dans le cas d'un crime que dans le cas d'un délit. Quant aux conséquences instrumentales des crimes, le Rapporteur spécial a noté qu'elles seraient alourdies par rapport à celles des délits non seulement parce que dans le cas d'un crime tous les États étaient des États lésés et, en tant que tels, étaient en droit de recourir à des contre-mesures, mais aussi parce que les limitations imposées à la liberté d'action des États dans le cas des délits pourraient ne pas s'appliquer dans le cas des crimes. Pour ce qui est de l'aspect institutionnel de la mise en oeuvre des conséquences des crimes, le Rapporteur spécial a proposé une procédure en deux étapes dans le cadre de laquelle l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité procéderait à une évaluation politique préliminaire avant que la Cour internationale de Justice ne soit appelée à statuer sur l'existence et l'imputation d'un crime international.

25. La Sixième Commission n'ignore pas que la notion même de crime qui sous-tend le septième rapport du Rapporteur spécial a, depuis le jour de son adoption par la Commission du droit international en 1976, été une source de débats animés. Les paragraphes 253 à 269 du rapport à l'examen exposent les divers points de vue exprimés à la CDI en ce qui concerne le fondement juridique de cette notion et son utilité. Selon une opinion, il n'appartenait pas à la CDI, dans le cadre de ses travaux sur la responsabilité des États, d'imputer certains crimes aux États. Outre que plusieurs précédents dans le cadre desquels seule la responsabilité pénale d'individus avait été retenue dans le cas des crimes, l'objet principal des travaux de la CDI était d'élaborer un régime d'indemnisation et non d'instituer un système répressif. Les tenants de cette opinion estimaient en outre que ce faisant, la CDI, au lieu de se limiter aux obligations secondaires, entrerait inévitablement dans le domaine des obligations primaires. Elle devait donc, pour ces mêmes membres, partir du principe qu'il existait un continuum allant des violations mineures aux violations très graves affectant la communauté internationale dans son ensemble,

/...

la solution étant, pour les violations de grande ampleur, d'assurer que le projet de code garantisse une indemnisation d'une ampleur correspondante.

26. Selon une autre opinion, la notion de crime était bien établie en droit international et s'agissant d'actes d'une gravité exceptionnelle, cette qualification, avec ses dimensions politiques, morales et juridiques et sa connotation réprobatrice et négative, convenait parfaitement aux comportements considérés. En outre, les États avaient la personnalité juridique et il n'y avait rien d'étrange à considérer qu'ils pouvaient commettre des crimes.

27. Les propositions du Rapporteur spécial, en particulier celles concernant l'aspect institutionnel, ont donné lieu à un débat intéressant qui est rapporté aux paragraphes 282 à 319 du rapport à l'examen.

28. Si certains membres de la CDI approuvaient l'orientation générale des propositions du Rapporteur spécial en ce qui concerne les conséquences substantielles, d'autres ont exprimé des doutes quant à leur validité compte tenu de la nécessité de respecter la souveraineté, l'indépendance et la stabilité de l'État dit "délinquant", compte tenu de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies. La notion de restitutio ad integrum, les restrictions qu'il était proposé d'imposer à la liberté de l'État auteur de choisir tel ou tel régime politique et la nécessité de protéger les besoins vitaux de la population ont donné lieu à de longs débats. A aussi été contestée la nécessité de disposer d'une décision de la CIJ constatant l'existence d'un crime et l'imputant à un État avant de pouvoir prendre des contre-mesures ou formuler des exigences appropriées à l'encontre de l'État auteur. Les membres de la CDI favorables à une décision judiciaire préalable estimaient quant à eux que cette condition était très utile pour limiter les possibilités d'intimidation et de coercition, et essentielle pour promouvoir l'équité et la justice qu'appelait le nouvel ordre mondial. Certains membres demeuraient par ailleurs convaincus que l'article 19 de la première partie du projet présentait des défauts rédhibitoires et qu'un système fondé sur l'acceptation de la notion de crime n'avait aucune chance d'être largement accepté par les États.

29. Les propositions du Rapporteur spécial pour les articles 15 à 19 ont été critiquées au motif qu'elles étaient irréalistes, indûment complexes et difficiles à appliquer. On a aussi fait observer qu'elles soulevaient des questions en ce qui concerne la Charte des Nations Unies et que l'on devrait attendre pour les examiner que la notion de crime consacrée à l'article 19 ait d'abord été réexaminée par la CDI en seconde lecture.

30. Pour d'autres membres, la notion de crime n'était pas nouvelle en droit international et fournissait une bonne base pour développer le droit, et les propositions du Rapporteur spécial méritaient donc d'être examinées sérieusement. On a en outre noté que l'article 19 ayant été adopté en première lecture, la CDI était obligée d'en assumer les conséquences comme le proposait le Rapporteur spécial, et que ce n'est qu'ainsi que l'on pourrait aider le Comité de rédaction à progresser dans l'accomplissement de son mandat.

31. À l'issue du débat, la CDI, par 18 voix contre 6, a approuvé la recommandation du Rapporteur spécial tendant à ce que ses propositions soient renvoyées pour examen au Comité de rédaction, à la lumière du débat. Les

/...



arguments formulés pour et contre cette proposition sont clairement résumés aux paragraphes 337 et 338 du rapport, respectivement, et indiquent le chemin qu'il reste encore à faire avant qu'un consensus puisse se dégager sur cet aspect du sujet.

32. Le deuxième aspect du sujet de la responsabilité des États que la CDI a examiné à sa dernière session concerne les conséquences instrumentales des délits. Le Président de la CDI rappelle que, l'année précédente, cette dernière avait provisoirement adopté trois articles sur cet aspect, à savoir les articles 11, 13 et 14, respectivement intitulés "Contre-mesures d'un État lésé", "Proportionnalité" et "Contre-mesures interdites"; l'article 11 avait été adopté étant entendu qu'il devrait peut-être être réexaminé à la lumière du texte qui serait finalement adopté pour l'article 12. À la même session, la CDI avait décidé de ne pas soumettre ces trois articles à l'Assemblée tant qu'elle n'aurait pas adopté l'article 12 et que les commentaires pertinents n'auraient pas été élaborés. À sa dernière session, la CDI était saisie des commentaires des trois articles. Elle n'a pas, faute de temps, examiné le commentaire de l'article 11, mais elle a adopté les commentaires des articles 13 et 14, dont la Commission est maintenant saisie.

33. L'article 13 est relatif à la proportionnalité. À n'en pas douter, déterminer la licéité de contre-mesures par l'application du critère de la proportionnalité est une tâche complexe, délicate et soumise à divers facteurs tenant au contexte. Néanmoins, on estime que le critère additionnel consistant à tenir compte de la gravité et des effets des faits illicites contribuera à limiter les possibilités d'abus. Il a été également proposé que ce critère ne soit pas appliqué dans le cas des violations des droits de l'homme et des violations d'obligations erga omnes.

34. L'article 14 concerne les situations dans lesquelles les contre-mesures sont interdites. Ces interdictions, qu'il s'agisse de celle de la menace ou de l'emploi de la force [a)], des mesures de contraintes économiques ou politiques extrêmes [b)], de tout comportement qui porte atteinte à l'inviolabilité des agents, locaux, archives et documents diplomatiques ou consulaires [c)] et de tout comportement qui déroge aux droits de l'homme fondamentaux, sont généralement bien acceptées. Le Président de la CDI renvoie à cet égard les membres de la Commission à la section C du chapitre IV du rapport de la CDI, où il est indiqué que cette dernière ne s'est pas encore prononcée sur l'article 12 recommandé par le Comité de rédaction, qui occupe une place importante dans l'économie du projet.

35. Le troisième aspect de la question de la responsabilité des États concerne le règlement des différends. La CDI a envisagé dès le début de ses travaux la possibilité d'inclure dans le projet d'articles une troisième partie consacrée au règlement des différends. En 1993, elle a été saisie par l'actuel Rapporteur spécial d'une série de dispositions à inclure dans cette troisième partie, qui ont été renvoyées au Comité de rédaction, de même que les propositions du précédent Rapporteur spécial sur le sujet.

36. À sa dernière session, la CDI a examiné les résultats des travaux du Comité de rédaction, qui consistent en une série de sept articles accompagnée d'une annexe (reproduits à la section C du chapitre IV du rapport). Bien que les

/...

textes recommandés par le Comité de rédaction aient été adoptés à l'issue d'un vote, avec une seule voix contre, on peut considérer qu'ils reflètent un large consensus au sein de la CDI.

37. Le système de règlement des différends proposé par la Commission s'applique à tous les différends découlant de l'interprétation ou de l'application de la future convention. Il est supplétif dans la mesure où les parties au différend peuvent à tout moment recourir, d'un commun accord, à la procédure ou au mécanisme de règlement de leur choix. Il prévoit néanmoins une exception importante, au paragraphe 2 de l'article 5, concernant les différends découlant de l'adoption de contre-mesures : l'État à l'encontre duquel les contre-mesures ont été prises a en effet le droit de soumettre unilatéralement à tout moment le différend à un tribunal arbitral. L'article 7, relatif à la validité des sentences arbitrales, a suscité quelques critiques. Si certains membres ont jugé utile que les demandes en nullité puissent être efficacement contrôlées, d'autres se sont déclarés préoccupés par le fait que ces dispositions venaient alourdir le processus de règlement. L'avis des premiers a cependant prévalu. L'annexe, qui comprend deux articles traitant respectivement de la conciliation et de l'arbitrage, a, de même que la troisième partie proprement dite, une valeur supplétive dans la mesure où les parties sont libres de choisir des mécanismes différents de ceux qu'elle prévoit. Toutefois, si les parties ne s'entendent pas sur ce choix, elles peuvent envisager unilatéralement une procédure de règlement par une tierce partie. Ceci signifie premièrement que, dans le cas d'une conciliation obligatoire, une commission de conciliation devra obligatoirement être constituée en vertu de l'article premier de l'annexe et, deuxièmement, que dans le cas d'une procédure d'arbitrage un tribunal arbitral devra être constitué conformément à l'article 2 de l'annexe.

38. Comme l'indique la note 203, la CDI doit encore traiter du problème de la coexistence d'obligations découlant de la troisième partie de la future convention et d'obligations découlant d'autres instruments relatifs au règlement des différends. Elle devra aborder également la question du règlement des différends liés aux crimes d'État, en fonction des résultats de ses travaux dans ce domaine. Son président souligne que des progrès importants ont été réalisés sur le sujet de la responsabilité des États et que, bien que les questions à l'étude soient de nature extrêmement complexes, la CDI espère être en mesure d'achever la lecture du projet d'articles à sa prochaine session.

39. S'agissant du chapitre V du rapport sur la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international, la CDI était à sa dernière session saisie du onzième rapport du Rapporteur spécial, qui traitait du rôle du dommage dans le futur régime de responsabilité et tentait de définir "l'environnement". La CDI a également examiné une étude établie par le Secrétariat comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale au paragraphe 5 de sa résolution 49/51 du 9 décembre 1994, intitulée "Étude des régimes de responsabilité ayant trait au sujet 'responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international'" (A/CN.4/474).

40. Lors de son débat préliminaire sur les deux derniers rapports du Rapporteur spécial, la CDI a accordé une place particulière à la définition de la notion de

/...

"dommage à l'environnement". Le Rapporteur spécial a proposé d'exclure de cette définition les éléments déjà couverts par la notion traditionnelle de dommage, tels que les dommages causés aux personnes ou aux biens. Il a proposé que les "paysages" soient considérés comme des "valeurs" auxquelles la population attache du prix plutôt que comme des composantes de l'environnement. Plusieurs membres de la CDI ont demandé que la notion de dommage à l'environnement soit élargie pour prendre en considération l'être humain et inclure les éléments suivants : la mort, les lésions corporelles ou autre atteinte à la santé, la perte de biens ou le préjudice matériel causés dans l'État affecté, ainsi que l'altération des ressources naturelles ou du milieu humain ou culturel de cet État. Les débats ont cependant porté essentiellement sur le champ d'application du futur instrument et sur la formulation de ses principes de base.

41. La CDI a créé un groupe de travail chargé d'identifier les activités dangereuses entrant dans le champ du sujet et de formuler des recommandations. À la lumière du rapport de ce groupe de travail, elle est convenue que le champ d'application du futur instrument, défini aux articles premier et 2, devait être délimité avec plus de précision. Cette précision sera fonction des dispositions relatives à la prévention adoptées par la CDI et de la nature des obligations relevant du régime de responsabilité que la CDI est en train d'élaborer. Une façon de procéder, que la CDI pourrait recommander à un stade ultérieur de ses travaux, serait d'établir une liste d'activités. La CDI estime toutefois qu'elle peut pour l'instant s'appuyer sur la liste des activités énumérées dans les diverses conventions traitant de dommages transfrontières, comme la Convention de 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, la Convention de 1992 sur les effets transfrontières des accidents industriels et la Convention de 1993 sur la responsabilité civile des dommages résultant d'activités dangereuses pour l'environnement. Elle reconsidérera la question de l'identification des activités entrant dans le champ d'application des projets d'article une fois qu'elle aura achevé ses travaux sur la notion de responsabilité.

42. En ce qui concerne les principes de base qui devraient guider les États en ce qui concerne ces activités dangereuses, la CDI a adopté quatre articles, A, B, C et D, dont la place sera arrêtée une fois tous les articles adoptés en première lecture. L'article A, intitulé "La liberté d'action et ses limites", s'inspire du Principe 21 de la Déclaration de Stockholm et du Principe 2 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement. Il est formulé de manière à reconnaître implicitement la liberté d'action des États tout en signalant les limites. L'article B, intitulé "Prévention", apporte avec l'article D le fondement théorique des articles sur la prévention qui ont déjà été adoptés par la CDI. Il définit l'obligation qu'ont les États de prendre des mesures comme une obligation de due diligence, la norme par rapport à laquelle le comportement d'un État doit être examiné étant celle qui est généralement considérée comme appropriée et proportionnée au degré de risque de préjudice transfrontière dans le cas dont il s'agit. Plus les activités comportent un risque élevé, plus elles exigent de soin de la part de l'État dans l'élaboration des principes d'action et de vigueur dans leur application.

43. L'article C, comme l'indique l'expression "conformément aux présents articles", doit constituer le fondement des futurs articles consacrés aux questions de la responsabilité et de la réparation. Il constitue une hypothèse

de travail et, étant donné que la CDI n'est pas encore convenue d'un régime spécifique de responsabilité, il est sans préjudice des questions de savoir, premièrement, qui est responsable et tenu de réparer, deuxièmement, quelles seront les formes et l'ampleur de la réparation, troisièmement, quels sont les caractéristiques ou les seuils des dommages donnant lieu à réparation et quatrièmement, quel est le fondement ou la nature de la responsabilité. Ayant passé en revue les pratiques existantes, la CDI a noté avec intérêt que l'approche adoptée était généralement pragmatique et non fondée sur une théorie cohérente de la responsabilité. Quant à l'article D, intitulé "Coopération", il étend l'obligation de coopération à tous les stades de la planification et de la mise en oeuvre. L'expression "au besoin", qui s'applique au rôle des organisations internationales, signifie que l'assistance de ces organisations peut ne pas être nécessaire si l'État d'origine ou l'État affecté est technologiquement avancé. De plus, elle reconnaît qu'il n'existe pas toujours d'organisations ayant les capacités voulues pour intervenir dans un cas particulier et que, même lorsqu'il en existe, celles-ci ne peuvent agir que conformément à leur acte constitutif et ne sont donc pas obligatoirement tenues de répondre à toutes les demandes d'assistance des États.

La séance est levée à 16 h 25.